



Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral de 2024

Le 4 août 2023

Présenté par :

Questrade Financial Group,
5700, rue Yonge, Bureau 1900
Toronto (Ontario) M2M 4K2

Liste de recommandations :



Recommandation 1 :

Que le gouvernement procède à une analyse approfondie et globale de l'écosystème hypothécaire canadien afin de maintenir un écosystème stable, résilient et concurrentiel après la mise en place en 2023 de nombreuses nouvelles mesures et propositions. Plus précisément, que le gouvernement :

- I. détermine dans quels domaines le secteur a besoin de précisions et fournisse ces précisions;
- II. examine les éventuels chevauchements des mandats en matière de réglementation;
- III. évalue les répercussions des nouvelles mesures proposées sur les petites et moyennes institutions financières sous réglementation fédérale (IFF) en vue de créer un cadre d'évaluation de la politique pour que les propositions, orientations et règlements du gouvernement prennent en compte leurs besoins uniques, ne nuisent pas à ces petits intervenants de l'écosystème et leur clientèle et ne leur causent pas de pression indue.

Recommandation 2 :

Que le gouvernement s'assure que l'écosystème du logement au Canada est transparent, ouvert, équitable et concurrentiel afin que le Canada soit en mesure d'adopter le pas aux évolutions rapides de ce marché ainsi qu'à des services et des solutions novateurs axés sur les données, et afin que la population canadienne bénéficie, dans l'écosystème du logement au Canada, des meilleurs renseignements, services et perspectives numériques axés sur les données, et ce pour leur permettre d'épargner de l'argent, d'atteindre la sécurité financière et de réussir à chaque étape du processus.

Recommandation 3 :

Que le gouvernement procède à l'examen de l'état actuel des projets et des initiatives du Canada en matière de « finance ouverte », et ce afin d'instaurer une nouvelle stratégie dont les échéances et les produits livrables concrets permettront aux Canadiennes et Canadiens de profiter d'un écosystème financier ouvert moderne, rentable, polyvalent et fondé sur des principes, avec objectif d'améliorer considérablement leur prospérité et leur sécurité financières d'ici 2025.

Recommandation 4 :

Que le gouvernement conçoive, promeuve et renforce l'appui aux programmes de littératie financière offerts à la population canadienne par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) afin que les Canadiennes et Canadiens possèdent les connaissances et les ressources nécessaires pour comprendre l'écosystème des services financiers actuel et soient en mesure d'utiliser ces connaissances pour organiser leur avenir efficacement et faire face aux défis de l'inflation qui nuisent à toute la population canadienne.



Nous avons à cœur de donner aux Canadiennes et Canadiens les moyens de maîtriser davantage leurs finances.

Questrade Financial Group (QFG) est une entreprise canadienne guidée par une mission. Encore aujourd'hui, elle est détenue par ses fondateurs et cumule 23 ans d'expérience au service des Canadiennes et Canadiens pour les aider à mieux s'en sortir sur le plan financier. QFG offre des stratégies plus efficaces, plus simples et plus abordables pour aider les Canadiennes et Canadiens à maîtriser leurs finances et leur fournit les outils nécessaires pour atteindre leurs objectifs financiers grâce à l'innovation numérique et à des services financiers diversifiés. Aujourd'hui, QFG est une entreprise à marques multiples et multiligne, qui administre plus de 45 milliards de dollars d'actifs. QFG est née de Questrade, l'une des entreprises de technologie financière les plus connues et les plus réputées au Canada. Depuis ses débuts dans le domaine du courtage en investissement en 1999, l'entreprise s'est implantée dans les domaines de la gestion du patrimoine, des hypothèques, des dépôts, de l'assurance et de l'immobilier grâce à l'acquisition de Community Trust en 2019, de ThinkInsure en 2021, de Zolo en 2022 et de Flexiti en 2023.

1. Bâtir un écosystème hypothécaire à la fois stable, résilient et concurrentiel, qui soit adapté aux besoins de la population canadienne et des IFF canadiennes de toutes tailles menant des activités de prêt, tout en assurant la cohésion réglementaire.

Depuis longtemps, le Canada est fier de compter sur un secteur des services financiers solide qui s'efforce de protéger les consommateurs canadiens et de garantir la stabilité et la fiabilité du secteur. Nous partageons l'objectif du gouvernement de veiller à une gestion prudente des risques tout en répondant aux besoins de la population canadienne grâce à un système financier réglementé, stable et digne de confiance, en particulier pour les hypothèques. Nous voulons éviter que des Canadiennes et Canadiens soient laissés pour compte, qu'ils aient de la difficulté à rembourser leur hypothèque ou, en raison de mesures réglementaires trop lourdes ou trop restrictives, qu'ils soient poussés vers des fournisseurs de services financiers non réglementés, ce qui risque de nuire aux petites IFF et aux Canadiennes et Canadiens les plus vulnérables. La santé et la stabilité des petites et moyennes IFF du Canada doivent faire l'objet d'une évaluation rigoureuse en vue de préserver la solidité d'un système envié de tous : un système stable, résilient, concurrentiel et adapté aux besoins des Canadiennes et Canadiens et des IFF canadiennes de toutes tailles impliquées menant des activités de prêt.

Depuis la mise en œuvre en 2023 de plusieurs nouvelles propositions, mesures et réglementations hypothécaires, QFG est de plus en plus préoccupée par le risque de conflits et le chevauchement des efforts et des mesures explorés et mis en place par les organismes de réglementation fédéraux en ce qui a trait à l'endettement de la population canadienne et au contexte de risque actuel. Nous pensons que les travaux entrepris par l'ACFC et par le Bureau



du surintendant des institutions financières (BSIF), auxquels s'ajoutent les propositions du ministère des Finances et de la Banque du Canada, entraînent un chevauchement des objectifs réglementaires et imposent des responsabilités qui risquent de nuire aux petites et moyennes IFF ainsi qu'à leurs clients.

Par exemple, le manque de clarté, le risque d'un glissement de portée organisationnel, le cloisonnement des considérations stratégiques, l'obligation de conformité et la réactivité introduite dans l'environnement réglementaire des IFF au Canada menacent de créer ou d'aggraver un risque important, des charges administratives coûteuses pour les petits prêteurs, de limiter leur capacité à innover, à rester agiles et à servir leurs clients, avec pour conséquence une augmentation du risque et de l'incertitude entourant le bien-être financier.

Nos activités hypothécaires sont principalement destinées à fournir des fonds aux entrepreneurs canadiens. Beaucoup d'entre eux sont propriétaires de petites entreprises, des structures qui leur permettent de gagner leur vie et de subvenir aux besoins de leur famille. Ces clients contribuent également de façon importante à la santé économique de notre pays. D'après nous, il est fondamental que le gouvernement procède, par l'intermédiaire du ministère des Finances, à un vaste examen réglementaire des fonctions et des mandats des organismes de réglementation des IFF et des décideurs en lien avec l'écosystème hypothécaire du Canada, mais également qu'il délimite les rôles et les responsabilités de chaque organisme de réglementation. Nous pensons qu'il est possible d'atténuer les conséquences imprévues et les nouveaux risques grâce à une collaboration plus efficace parmi les intervenants du gouvernement et du secteur qui favorisera une meilleure coordination et un meilleur dialogue concernant les nouveaux changements et ceux à venir dans l'écosystème hypothécaire.

Pour l'écosystème financier du Canada, il est essentiel que les nouvelles mesures ne causent pas davantage de confusion, de préjudice ou de conséquences indésirables pour les petits et moyens prêteurs au service de la population canadienne, d'autant plus que les grandes IFF traditionnelles n'hésiteraient pas à abandonner les Canadiennes et Canadiens. Concernant les lois, politiques et règlements nouveaux et proposés, le gouvernement doit s'engager à collaborer avec les intervenants du secteur afin de déterminer où ils ont besoin de plus de précisions afin que ces changements ne causent pas davantage de risques imprévus, de confusion ou de préjudice, et à fournir ces précisions et modifications en temps opportun.



QUESTRADE

Enfin, nous pensons que cette analyse doit porter sur les répercussions des mesures nouvelles et proposées sur les petites et moyennes IFF en vue de créer un cadre d'évaluation des politiques pour que les futures propositions, orientations et réglementations du gouvernement prennent en compte leurs besoins uniques, ne nuisent pas à ces petits intervenants de l'écosystème et n'entraînent pas une pression indue sur eux.

Recommandation 1 :

Que le gouvernement procède à une analyse approfondie et globale de l'écosystème hypothécaire canadien afin de maintenir un écosystème stable, résilient et concurrentiel après la mise en place en 2023 de nombreuses nouvelles mesures et propositions. Plus précisément, que le gouvernement :

- IV. détermine dans quels domaines le secteur a besoin de précisions et fournisse ces précisions;*
- V. examine les éventuels chevauchements des mandats en matière de réglementation;*
- VI. évalue les répercussions des nouvelles mesures proposées sur les petites et moyennes institutions financières sous réglementation fédérale (IFF) en vue de créer un cadre d'évaluation de la politique pour que les propositions, orientations et règlements du gouvernement prennent en compte leurs besoins uniques, ne nuisent pas à ces petits intervenants de l'écosystème et leur clientèle et ne leur causent pas de pression indue.*



2. Encourager et favoriser la croissance d'un écosystème du logement à la fois transparent et concurrentiel pour la population canadienne

QFG est résolue à soutenir les Canadiennes et Canadiens et à les aider à atteindre leur objectif d'accession à la propriété. Nous savons que l'accès à des données et à des renseignements en temps opportun apporte une aide précieuse aux acheteurs à la recherche d'un bien immobilier ou désireux de financer leur rêve d'accession à la propriété. Compte tenu de l'innovation technologique en matière d'accession à la propriété, il devient de plus en plus essentiel que le gouvernement façonne un écosystème canadien des données sur les biens immobiliers et du financement qui soit transparent, ouvert, équitable et concurrentiel, et ce afin de suivre l'évolution rapide des innovations technologiques et des solutions commerciales. C'est grâce à la collaboration, à la promotion et au soutien apporté aux agents d'innovation de notre écosystème que seront réalisés des progrès visant à assurer un écosystème du logement basé sur le numérique de calibre mondial.

Maintenant que la crise de la COVID-19 est derrière nous, les Canadiennes et Canadiens méritent d'avoir accès aux meilleures options et possibilités dans l'écosystème du logement au Canada, en particulier lorsqu'il s'agit de prendre des décisions éclairées et d'épargner de l'argent à chaque étape du processus.

Recommandation 2 :

Que le gouvernement s'assure que l'écosystème du logement au Canada est transparent, ouvert, équitable et concurrentiel afin que le Canada soit en mesure d'emboîter le pas aux évolutions rapides de ce marché ainsi qu'à des services et des solutions novateurs axés sur les données, et afin que la population canadienne bénéficie, dans l'écosystème du logement au Canada, des meilleurs renseignements, services et perspectives numériques axés sur les données, et ce pour leur permettre d'épargner de l'argent, d'atteindre la sécurité financière et de réussir à chaque étape du processus.

3. Prôner les finances ouvertes et offrir un programme en la matière à la population canadienne

En 2018, le Canada a entrepris une analyse du cadre de système bancaire ouvert par l'entremise d'un comité consultatif. Bien que le Canada travaille à la mise en place de son système de paiements en temps réel, nous avons vu d'autres pays mettent très rapidement en place leurs propres systèmes bancaires ouverts, de paiements en temps réel et de finance ouverte.

L'innovation et les solutions technologiques aident le Canada à demeurer pertinent dans l'économie numérique et permettent aux Canadiennes et Canadiens d'épargner et de connaître un succès financier qui, autrement, leur serait inaccessible. En prônant une politique relative à la finance ouverte et des initiatives qui appuient les fournisseurs de services financiers



innovants et font leur promotion et favorisent la concurrence, le Canada peut s'imposer comme un solide chef de file en matière d'innovation, ouvert aux échanges commerciaux et à la réussite dans l'économie numérique. Grâce au système bancaire ouvert, y compris au système de paiement en temps réel, mais également à un soutien apporté à l'écosystème d'innovation financière du Canada, nous aurons la garantie d'atteindre des résultats qui sont plus que jamais nécessaires, c'est-à-dire que les Canadiens profitent à la fois d'une large offre de produits et de services, ainsi que d'une baisse des frais et des coûts.

Pour atteindre le niveau attendu, le gouvernement doit prendre des mesures immédiates pour revoir les délais et les produits livrables précédemment communiqués et doit créer et mettre à contribution un partenariat significatif avec l'écosystème de la technologie financière du Canada pour appuyer l'élaboration du cadre final. Sans une action et une collaboration immédiates, le gouvernement risque de laisser les consommateurs canadiens prendre du retard et les agents d'innovation canadiens du secteur de la technologie financière partir ou perdre leur élan.

Recommandation 3 :

Que le gouvernement procède à l'examen de l'état actuel des projets et des initiatives du Canada en matière de « finance ouverte », et ce afin d'instaurer une nouvelle stratégie dont les échéances et les produits livrables concrets permettront aux Canadiennes et Canadiens de profiter d'un écosystème financier ouvert moderne, rentable, polyvalent et fondé sur des principes, avec objectif d'améliorer considérablement leur prospérité et leur sécurité financières d'ici 2025.

4. Offrir aux Canadiennes et Canadiens une éducation financière de classe mondiale

QFG estime que toute la population canadienne doit pouvoir accéder à une éducation et des outils financiers de première qualité afin de gérer efficacement ses finances et l'aider à atteindre ses objectifs financiers. Afin d'aider nos clients à prendre des décisions financières éclairées, nous avons procédé à des investissements considérables dans les outils et la technologie.

Les Canadiennes et Canadiens sont mal desservis par les programmes de littératie financière actuels et doivent pouvoir profiter des ressources nécessaires en vue de mieux maîtriser leurs propres finances. Le Canada a le potentiel de devenir un chef de file mondial en matière d'éducation financière de ses citoyens. Cependant, sans un partenariat et une coopération plus étroits entre tous les acteurs du secteur et l'ACFC, ce potentiel ne pourra être réalisé.

Nous sommes là pour aider chaque Canadienne et chaque Canadien à comprendre comment réaliser son projet, qu'il s'agisse d'une famille monoparentale en quête d'un moyen abordable d'épargner pour les études de son enfant ou encore de nouveaux arrivants ou de jeunes Canadiens désireux d'accéder à leur première propriété. Cependant, nous avons besoin que le gouvernement s'associe à nous et nous propulse pour nous permettre de rejoindre toute la



QUESTRADE

population canadienne.

Recommandation 4

Que le gouvernement conçoive, promeuve et renforce l'appui aux programmes de littératie financière offerts à la population canadienne par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) afin que les Canadiennes et Canadiens possèdent les connaissances et les ressources nécessaires pour comprendre l'écosystème des services financiers actuel et soient en mesure d'utiliser ces connaissances pour organiser leur avenir efficacement et faire face aux défis de l'inflation qui nuisent à toute la population canadienne.

Conclusion

Au cours des 24 dernières années, Questrade Financial Group a pu constater qu'un nombre croissant de Canadiennes et Canadiens cherchaient à avoir une meilleure maîtrise de leurs finances. Face aux défis économiques auxquels est confronté notre pays, notamment les pressions financières et inflationnistes croissantes dans la dernière année, les particuliers sont en quête de produits plus innovants pour atteindre leurs objectifs et assurer leur bien-être financier à long terme. Ce constat est d'autant plus vrai pour les jeunes Canadiens et particulièrement pour les clients de QFG qui cherchent à épargner en vue d'acheter leur première maison, à planifier l'avenir financier de leur famille ou à préparer leur retraite.

Il est primordial que le gouvernement prenne des mesures visant à favoriser l'innovation dans le secteur bancaire et des paiements au Canada, notamment en favorisant un contexte réglementaire innovant, concurrentiel, adaptatif, ouvert et transparent pour tous les consommateurs. Nous sommes convaincus que les Canadiennes et Canadiens sont mieux à même de prendre des décisions éclairées quant à leur avenir financier lorsqu'ils disposent des bons renseignements et de possibilités appropriées. Il en va de même pour les gouvernements et leurs interventions dans l'écosystème économique et financier.

Nous remercions le Comité de nous avoir offert l'occasion de proposer ces recommandations et nous nous ferons un plaisir d'appuyer tout effort visant à améliorer la prospérité et la sécurité financière des Canadiennes et des Canadiens.

Cordialement,

DocuSigned by:

Edward Kholodenko

58DD7EE9100C4F7...

Edward Kholodenko
, Président et
directeur général